

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

PETIT FORESTIER

Société anonyme au capital de 9 987 728 €
Siège social : 11, route de Tremblay, 93420 Villepinte
384 081 113 R.C.S. Bobigny

A – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2006

PETIT FORESTIER a réalisé au 1er semestre 2006 un chiffre d'affaires consolidé de 161 639 K€ (K€ = milliers d'euros) en hausse de 11,9 %.

A périmètre constant, en excluant :

- PETIT FORESTIER POLSKA, consolidée depuis le 1er juillet 2005,
- PETIT FORESTIER SUISSE et PETIT FORESTIER Portugal, consolidées depuis le 1er janvier 2006,
- PRO-SYSTEM GROUP et ses filiales CHRONOCOLD SERVICES, DISTRICOLD et LUCIMMO, consolidées depuis le 1er juin 2006 et qui forment désormais au sein du groupe la location de meubles frigorifiques,

le chiffre d'affaires consolidé ressort à 157 674 K€ en hausse de 9,1 %.

L'activité location demeure la principale activité du groupe puisqu'elle représente 95 % du chiffre d'affaires consolidé. En France, la location de véhicules est toujours très soutenue en progression de 11,5 % à 108 123 K€. La location à l'étranger dans les 8 pays (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Pologne, Suisse, Espagne et Portugal) où le groupe s'est implanté progressivement depuis 1996, est toujours un fort relais de croissance avec un chiffre d'affaires de 43 173 K€ en hausse de 18,4 %.

L'activité location de meubles frigorifiques ne comprenant qu'un mois dégage un chiffre d'affaires de 2 336 K€.

L'activité carrosserie est toujours pénalisée en apparence par le retraitement IFRS de la production immobilisée que sont les ventes de carrosseries et de groupes frigorifiques aux sociétés du groupe PETIT FORESTIER. Ainsi, alors même que le volume d'activité ressort à 29 919 K€ en hausse de 9,7 %, le chiffre d'affaires de cette activité en IFRS est en baisse de 19,5 % à 8 007 K€.

Le périmètre du groupe est passé de 70 sociétés consolidées fin 2005 à 76 sociétés au 30 juin 2006. Les sociétés intégrées au périmètre sont PRO-SYSTEM GROUP et ses trois filiales, PETIT FORESTIER PORTUGAL ainsi que la SCI DU POTAMOCHERE.

La société ROCKFIELD UNION LIMITED, acquise le 27 juin 2006 par PETIT FORESTIER UK, n'est consolidée que depuis le 1er juillet 2006. Elle n'impacte donc pas les comptes du 1er semestre 2006.

Sur le premier semestre 2006, le résultat opérationnel courant a progressé deux fois plus vite que le chiffre d'affaires : + 24,7 % à 18 764 K€, grâce à une bonne maîtrise des charges d'exploitation alors que maintenir un tel niveau de développement de l'activité est toujours pénalisant à court terme de par les investissements qu'il nécessite.

Incluant une charge financière nette en hausse de 20 % à 7 266 K€, le résultat courant avant impôt progresse de 27,8 % à 11 498 K€.

Avec un résultat net également en forte hausse de 26,3 % à 7 437 K€, le taux de marge nette du 1er semestre continue de s'améliorer, 4,6 % contre 4,1 % au 1er semestre 2005 et 3,1 % au 1er semestre 2004.

La capacité d'autofinancement dégagée est toujours aussi significative à 59 334 K€; elle représente 36,7 % du chiffre d'affaires.

Par métiers :

- l'activité location de véhicules a vu son résultat net progresser de 28 % à 6 818 K€ et de 27,6 % à 6 796 K€ à périmètre constant.
- l'activité location de meubles frigorifiques a dégagé sur un mois, juin 2006, un résultat net de 352 K€, niveau appréciable mais qui ne pourrait être reconduit sur une année entière.
- l'activité carrosserie a vu son résultat net baisser de 52,3 % à 268 K€ alors même qu'avant retraitement IFRS de la production immobilisée, le résultat net progressait de 17,0 % à 963 K€.

La structure financière du groupe est toujours aussi équilibrée. Pour financer 654 897 K€ d'actif immobilisé net dont :

- 75,1 % soit 491 995 K€ sont constitués du parc locatif de véhicules et de meubles,
- 12,4 % soit 81 001 K€ sont constitués d'un patrimoine immobilier formant les principaux sites,

le groupe disposait fin juin 2006 de :

- 125 198 K€ de capitaux propres,
- 502 388 K€ d'endettement financier souscrit à moyen et long terme (dont la part à moins d'un an),
- 53 570 K€ de provisions.

Avec un endettement net de 505 213 K€ dont 387 709 K€ au titre du parc de véhicules, le gearing du groupe ressort à 4,0 et à 3,1 en considérant logiquement l'endettement lié au parc de véhicules.

En contrepartie de cet endettement, le groupe dispose toujours de la très forte visibilité que lui procure son carnet de commandes.

Au 30 juin 2006, le carnet de commandes s'élevait à 879 770 K€ en forte hausse de 23,6 % sur un an. En particulier, la montée en puissance des filiales à l'étranger montre un carnet de commande international en hausse de 71,9 %. En France, implantation historique, la hausse est de 8,3 %. L'endettement lié au parc de véhicules est ainsi couvert 2,3 fois par le carnet de commandes.

Les perspectives pour le 2ème semestre 2006 sont toujours satisfaisantes. Compte tenu des fluctuations du chiffre d'affaires de l'activité carrosserie après les retraitements IFRS, le groupe préfère concentrer ses prévisions sur l'activité location. Ainsi PETIT FORESTIER a pour objectif de réaliser en 2006 un chiffre d'affaires location en hausse de 17 % dont 11 % à périmètre constant.

B. - COMPTES CONSOLIDES Au 30 Juin 2006

I - Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)

	Note	30-juin-06	30-juin-06 * Périmètre constant	31-déc-05	30-juin-05
Chiffre d'affaires	4.15.1	161 639	157 674	302 027	144 504
Autres produits d'activité	4.14	3 305	3 175	4 698	1 977
Achats consommés		-22 710	-32 652	-49 248	-16 686
Charges de personnel	1.2.22, 4.13	-32 617	-32 036	-60 935	-29 166
Charges externes		-33 848	-21 431	-54 361	-33 952
Impôts et taxes		-4 599	-4 516	-7 493	- 3 650
Dotations aux amortissements		-52 833	-52 580	-98 269	-46 618
Dotations aux provisions		-703	-699	-3 473	-1 387
Variation des stocks de produits en cours et finis		1 079	1 079	-688	55
Autres produits et charges d'exploitation	1.2.23	50	50	-96	-28
Résultat opérationnel courant		18 764	18 065	32 163	15 049
Autres produits et charges opérationnels		-	-	-	-
Résultat opérationnel		18 764	18 065	32 163	15 049
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1.2.7 , 4.10	37	37	-22	10
Coût de l'endettement financier brut		-7 732	-7 595	-11 997	-6 803
Coût de l'endettement financier net	4.16	-7 695	-7 558	-12 018	-6 793
Autres produits et charges financiers	1.2.24	430	435	280	740
Résultat courant avant impôts		11 498	10 942	20 425	8 996
Charges d'impôt	1.2.25, 4.17	-4 061	-3 879	-6 954	-3 109
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-	-	-
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-	-	-
Résultat net	II, III, IV	7 437	7 063	13 471	5 887
Part du groupe	I, IV	7 437	7 063	13 471	5 877
Intérêts minoritaires	IV	-	-	-	10
Bénéfice par action de base (en €)	1.2.26	1,49		2,70	1,22
Bénéfice par action dilué (en €)	1.2.26	1,49		2,70	1,22

* Périmètre constant : n'intègre pas les sociétés PETIT FORESTIER POLSKA, PETIT FORESTIER SUISSE, PETIT FORESTIER PORTUGAL ni l'activité nouvelle LOCATION DE MEUBLES FRIGORIFIQUES (PRO SYSTEM GROUP).

II - Bilan consolidé

(En milliers d'euros)

	Note	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Ecarts d'acquisition	1.2.4, 4.2	52 919	39 387	32 500
Immobilisations incorporelles	1.2.13, 4.3	4 802	4 774	6 107
Immobilisations corporelles	1.2.14, 4.4, 4.11	586 046	504 754	480 143
Titres de participation		3 179	-	833
Autres actifs financiers		-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Actifs d'impôt non courants		-	-	-
Autres actifs non courants	4.11	7 952	7 823	7 869
Actif non courant	1.2.9	654 897	556 737	527 452
Stocks et en-cours	1.2.12, 4.11	11 237	8 296	10 148
Créances clients et comptes rattachés	1.2.11, 4.11	92 487	103 533	83 654
Actif d'impôt courant	4.12	1 960	190	-
Autres actifs courants	4.11	32 909	26 782	30 398
Trésorerie et équivalents de trésorerie	III, 1.2.7, 1.2.10, 4.6, 4.9, 4.10	15 979	26 717	4 995
Actifs détenus en vu de la vente		-	-	-
Actif courant	1.2.9, 4.5	154 572	165 518	129 195
Total actif		809 469	722 255	656 647
Capital émis	IV	9 988	9 988	9 988
Autres réserves	IV	108 034	97 613	93 997
Titres d'autocontrôle	IV, 1.2.21, 4.7	-261	-301	-4 086
Résultat de l'exercice	I, IV	7 437	13 471	5 877
Capitaux propres – part revenant au groupe	IV	125 198	120 771	105 776
Capitaux propres – part revenant aux minoritaires	IV	-	-	2 066
CAPITAUX PROPRES	IV	125 198	120 771	107 842
Emprunts et dettes financières à long terme	4.9	350 369	287 309	260 642
Provisions à long terme	1.2.18, 4.11, 4.9	1 731	1 506	1 232
Passif d'impôts non courants	1.2.16, 4.12	51 839	44 817	37 200
Autres passifs non courants		-	648	649
PASSIF NON COURANT	1.2.17	403 940	334 280	299 723
Emprunts à court terme	III, 4.6, 4.9	18 658	9 238	19 050
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	4.9	152 019	126 322	117 675
Fournisseurs et comptes rattachés		83 944	94 975	70 620
Provisions à court terme	1.2.18, 4.11	-	-	419
Passif d'impôt courants	1.2.16, 4.12	-	1 149	4 943
Autres passifs courants		25 711	35 520	36 375
Dettes associées à des actifs détenus en vue de la vente		-	-	-
PASSIF COURANT	1.2.17	280 331	267 204	249 082
TOTAL PASSIF		809 469	722 255	656 647

III - Tableaux des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
RESULTAT NET CONSOLIDE (y compris intérêts minoritaires)	7 437	13 471	5 887

Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	52 934	101 161	47 099
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-371	-1 122	80
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	-7	11	5
Autres produits et charges calculés	-9	-17	-6
Plus et moins-values de cession	-651	637	229
Profits et pertes de dilution	-	-	-
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-	-
Dividendes (titres non consolidés)	-	-	-
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	59 334	114 142	53 294
Coût de l'endettement financier net	7 695	12 018	6 053
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	4 061	6 954	3 109
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	71 090	133 114	62 456
Impôts versés (B)	-3 373	-3 006	-1 714
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	-11 286	1 481	-5 538
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	56 430	131 589	55 204
Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-130 664	-173 477	-86 421
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 119	18 230	7 812
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	-3 179	-	-833
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	-	-	-
Incidence des variations de périmètre	-19 475	-931	-
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-74	-21	-64
Subventions d'investissement reçues	-	-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement	116	201	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-141 157	-155 998	-79 506
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
* Versées par les actionnaires de la société mère	-	-	-
* Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	-	-	-
Rachats et reventes d'actions propres	-	-	-
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
* Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-3 737	-1 637	-1 637
* Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	151 955	171 698	70 427
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location-financement)	-76 711	-125 627	-62 400
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	-7 231	-12 111	-6 209
Autres flux liés aux opérations de financement	968	3 415	4 246
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	65 244	35 737	4 427
Incidence des variations des cours de devises (G)	-140	-201	-575
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	-19 624	11 126	-20 450

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Avoirs bancaires	26 717	16 201	16 201
Titres d'autocontrôle liés aux stock-options		-10	-10
Autres titres d'autocontrôle		-4 123	-4 123
Avoirs bancaires	26 717	12 068	12 068
Découverts bancaires	-8 424	-5 050	-5 050
Agios courus, à payer		149	149
Découverts bancaires	- 8 424	-4 901	-4 901
TRESORERIE D'OUVERTURE	18 293	7 167	7 167
Avoirs bancaires	15 979	26 717	4 995
Titres d'autocontrôle liés aux stock-options			
Autres titres d'autocontrôle			
Avoirs bancaires	15 979	26 717	4 995
Découverts bancaires	-17 310	-8 424	-18 278
Agios courus, à payer			
Découverts bancaires	-17 310	-8 424	-18 278
TRESORERIE DE CLOTURE	-1 331	18 293	-13 283
VARIATION DE LA TRESORERIE	-19 624	11 126	-20 450

IV - Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)

	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Titres autodétenu s (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Résultats enregistrés directemen t en capitaux propres (5)	Total part groupe (6)	Minoritair es (7)	Total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2004	9 988	10 178		84 508	-68	104 606	2 056	106 662
Changement de méthodes comptables			-4 122		1 034	-3 088		- 3088
Capitaux propres au 1er janvier 2005 corrigés	9 988	10 178	-4 122	84 508	966	101 518	2 056	103 574
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto détenus			3 821		2 723	6 544		6 544
Dividendes				-1 637		-1 637		-1 637
Résultat net de l'exercice				13 471		13 471		13 471
Variations sur passage IFRS				656		656		656
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variation de juste valeur et transferts en résultat					-41	-41		-41
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat					264	264		264

Variation de périmètre								
Variation pourcentage d'intérêts							-2 056	-2 056
Autres mouvements				-4		-4		-4
Capitaux propres au 31 décembre 2005	9 988	10 178	-301	96 994	3 912	120 771	-	120 771
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres au 1er janvier 2006 corrigés	9 988	10 178	-301	96 994	3 912	120 771	-	120 771
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto détenus			40		-21	19		19
Dividendes				-3 737		-3 737		-3 737
Résultat net de l'exercice				7 437		7 437		7 437
Correction juste valeur instruments financiers *				646	-646			
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variation de juste valeur et transferts en résultat					1 060	1 060		1 060
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat					-344	-344		-344
Variation de périmètre								
Variation pourcentage d'intérêts								
Autres mouvements				-8		-8		-8
Capitaux propres au 30 juin 2006	9 988	10 178	-261	101 332	3 961	125 198	-	125 198

* La juste valeur d'un instrument de couverture de taux a fait l'objet d'une erreur d'évaluation par une banque au 31 décembre 2005. En conformité avec la norme IAS 8 paragraphe 42, ce retraitement n'étant pas significatif, il n'a pas été procédé à la rectification du compte de résultat de l'exercice 2005.

V - Annexe aux comptes consolidés

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.0 Informations générales

Le 25 octobre 2006, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés et autorisé la publication des états financiers consolidés pour les comptes clos le 30 juin 2006.

PETIT FORESTIER est une société anonyme immatriculée en France (RCS Bobigny B 384 081 113).

Les états financiers sont exprimés en euros, devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations. Les méthodes de comptabilisation des opérations en monnaies étrangères sont décrites dans la note 1.2.5. Le signe K€ exprime un chiffre arrondi au millier d'euros le plus proche.

1.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe Petit Forestier (le « groupe » ou « Petit Forestier ») sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS (les « IFRS ») adoptées par l'Union européenne.

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certains actifs et passifs traités conformément aux normes IFRS. Les catégories d'actifs et passifs concernés sont décrits, le cas échéant, dans les notes correspondantes ci-après.

1.2 Principes et modalités de consolidation

1.2.1 Estimations

Dans le cadre de la préparation des comptes consolidés, le groupe est amené à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les résultats définitifs peuvent diverger sensiblement de ces estimations, en fonction d'hypothèses ou de situations qui pourraient s'avérer différentes de celles envisagées.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

— dépréciation des créances douteuses,

- provisions pour risques et charges,
- durée d'amortissement des immobilisations,
- évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur,
- engagements de rachat des titres de minoritaires et compléments de prix sur acquisition de sociétés,
- actifs d'impôts différés,
- réaffectation des écarts d'acquisition.

1.2.2 Homogénéisation des comptes

Les états financiers de l'ensemble des filiales incluses dans le périmètre de consolidation ont été homogénéisés selon les principes et règles comptables du groupe en conformité avec les IFRS.

Dans les comptes semestriels au 30 juin 2006, une compensation entre des comptes clients à l'actif et au passif a été réalisée en tenant compte de la nature et de l'échéance de ces créances, contrairement à l'arrêté au 31 décembre 2005, où les informations suffisamment détaillées n'étaient pas totalement disponibles. Il a été pratiqué de même pour les comptes fournisseurs.

1.2.3 Méthodes de consolidation

Les filiales sous contrôle exclusif direct ou indirect sont consolidées par intégration globale ; cette méthode consiste à substituer au bilan, à la valeur des titres de participation, la totalité des actifs et passifs de ces filiales, et à incorporer, dans le compte de résultat, la totalité de leurs charges et produits, en reconnaissant les droits des minoritaires dans les réserves et le résultat.

1.2.4 Regroupements d'entreprises – Ecart d'acquisition

Les acquisitions réalisées depuis le 1er janvier 1998 sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition. Cette méthode consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs acquis et les passifs assumés (incluant les passifs éventuels), la différence entre la part du groupe dans ces justes valeurs et le coût d'acquisition est portée dans le poste « Ecart d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

1.2.5 Conversion des comptes des filiales étrangères

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de clôture du dernier jour de cotation de l'exercice pour les postes de bilan, et au taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat ainsi que pour les flux du tableau de flux de trésorerie. Le groupe n'étant pas présent dans des pays à forte inflation, l'impact financier s'avère relativement faible. Les comptes des filiales concernées sont donc convertis selon la règle générale décrite ci-dessus. Le résultat présenté dans les capitaux propres étant converti au taux moyen, l'écart avec le taux de clôture est inscrit en réserves consolidées.

Les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales étrangères sont considérés comme des actifs de celles-ci et sont donc exprimés dans la devise de l'entité acquise.

1.2.6 Conversion des transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de transaction. A chaque clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés au compte de résultat en « Autres charges et produits financiers ».

1.2.7 Instruments financiers

Les instruments financiers utilisés par le groupe pour gérer son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change sont négociés avec des établissements financiers de premier plan, limitant ainsi les risques de contrepartie.

Ces instruments comprennent principalement des caps et des floors sur les taux d'intérêt. Les pertes et gains latents relatifs aux instruments destinés à la couverture d'actifs et de passifs sont enregistrés en capitaux propres lorsqu'il s'agit d'une couverture de juste valeur (valeur intrinsèque) et au compte de résultat lorsqu'il s'agit d'une couverture de flux futurs (valeur temps). Les variations de juste valeur des éléments couverts sont enregistrées de manière symétrique.

1.2.8 Elimination des opérations intra-groupe

Les soldes des comptes de créances et de dettes entre sociétés du groupe, ainsi que les opérations intra-groupe telles que les facturations internes, paiements de dividendes, plus ou moins-values de cessions, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, sont éliminés en tenant compte de leurs effets sur les résultats.

1.2.9 Actif courant / actif non courant

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie.

Tous les autres actifs sont classés en « actifs non courants ».

1.2.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend les disponibilités, les dépôts à vue ainsi que les placements monétaires sans risque à court terme effectués par le groupe dans le cadre de sa gestion de trésorerie au quotidien. Ces placements représentent des actifs financiers de transaction et sont donc évalués à leur juste valeur avec contrepartie résultat.

1.2.11 Clients et comptes rattachés

Les créances dont le recouvrement total ou partiel est incertain, sont provisionnées. Le groupe fonde son jugement sur son expérience et sur l'antériorité des comptes qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie. La plupart des sociétés du groupe ont souscrit un contrat d'assurance-crédit.

1.2.12 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont dépréciés dès lors que leur valeur de réalisation devient inférieure à leur coût de revient.

1.2.13 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un amortissement sur leur durée d'utilité estimée, alors que les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an.

1.2.14 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ce coût n'inclut pas le coût de financement supporté avant leur mise en service.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, le patrimoine immobilier correspondant aux locaux des différentes agences à la date du 1er janvier 2004 a été évalué à sa juste valeur. Celle-ci a été utilisée en tant que coût historique à cette date.

Lorsque la prise en location d'un bien implique, en substance, un transfert de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué, il est comptabilisé en immobilisation avec en contrepartie une dette financière. Les immobilisations ainsi constatées sont amorties selon les mêmes modalités que celles applicables aux biens acquis en pleine propriété, et selon une durée n'excédant pas la durée du bail lorsqu'il est probable que celui-ci ne sera pas renouvelé.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée.

A titre d'illustration, les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durées d'amortissement (années)
Constructions	linéaire	10 à 60
Installations techniques, matériel et outillage	linéaire	3 à 10
Véhicules de transport	dégressif	jusqu'à 10
Matériel informatique	linéaire	jusqu'à 5
Mobilier	linéaire	7 à 10
Agencements	linéaire	10

L'amortissement des véhicules est pratiqué sur le mode dégressif, les véhicules étant répartis entre 17 familles présentant chacune un plan d'amortissement adapté. Entre 70 et 80 % de l'amortissement est constaté au titre de la consommation des avantages économiques sur les cinq premières années, celle-ci correspondant généralement à la première durée de location.

1.2.15 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée indéfinies sont soumis à un test de dépréciation lors de chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'une diminution de valeur a pu se produire. Les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles font également l'objet d'un tel test chaque fois qu'un indice de perte de valeur existe.

La perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, celle-ci étant la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et le prix de vente net des coûts de cession.

La valeur recouvrable est déterminée pour chaque élément pris individuellement, à moins qu'il ne soit pas à l'origine de flux de trésorerie suffisamment autonomes par rapport à ceux procurés par les autres immobilisations. Dans cette hypothèse, la valeur comptable de l'élément est comprise dans celle de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient, une unité génératrice de trésorerie correspondant à un regroupement d'actifs engendrant des flux de trésorerie autonomes. Le test de dépréciation est effectué à l'échelon de cette unité.

1.2.16 Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Ils sont calculés tant sur les différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs du bilan consolidé, que sur les déficits fiscaux reportables des sociétés du groupe.

Les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée au sein d'une même entité fiscale (société juridique, ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Les actifs d'impôt différé sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future.

Les sociétés françaises sont intégrées fiscalement au sein de la société mère PETIT FORESTIER.

1.2.17 Passif courant / passif non courant

Les passifs devant être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture, sont classés en « Passifs courants », de même que les passifs détenus dans le but d'être négociés. Tous les autres passifs sont classés en « Passifs non courants ».

1.2.18 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources. Cette obligation peut-être d'ordre légale, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies consentis aux salariés du groupe sont constitués par des indemnités de fin de carrière versées à la date du départ à la retraite. S'agissant d'un régime à prestations définies, la dette du groupe est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IAS 19. L'estimation prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans le groupe jusqu'au départ en retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang.

Il est rappelé que les retraites des salariés du groupe sont versées par des organismes nationaux de retraite fonctionnant par répartition. Le groupe estimant n'avoir aucune obligation au-delà de celle d'avoir à verser les cotisations à ces organismes, celles-ci sont enregistrées en charge de périodes au titre desquelles elles sont appelées.

1.2.19 Comptabilisation des compléments de prix d'acquisition de titres

Lors de l'acquisition de sociétés, des contrats prévoyant un complément de prix sont parfois mis en place (« earn-out »). Ceux-ci sont comptabilisés en complément du coût d'acquisition des titres avec pour contrepartie une dette financière, dès lors que les versements sont probables et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

L'estimation de ces engagements est revue à chaque clôture sur la base de la formule prévue au contrat, formule qui est appliquée aux dernières données disponibles.

1.2.20 Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Le groupe a accordé des options d'achats d'actions de la Société PETIT FORESTIER à des salariés du groupe (« Plans réglés en actions »).

A la date d'octroi des options, la juste valeur des options accordées est calculée selon la méthode reprenant la charge à comptabiliser sur la période correspondant à la durée d'acquisition des options. Cette méthode permet de prendre en compte les caractéristiques du plan sans risque, le cours de l'action, la volatilité, le dividende attendu et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La juste valeur des options est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charges de personnel en contrepartie des capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le prix payé par les bénéficiaires est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

Le groupe a opté pour l'application de la norme IFRS 2 aux seuls instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 30 juin 2006. De même, les passifs résultant de transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui ont été réglés avant le 30 juin 2006 n'ont pas fait l'objet de retraitements.

1.2.21 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle sont présentés en diminution des capitaux propres pour leur prix d'acquisition par le groupe. Les plus ou moins-values sur la cession de ces titres sont enregistrées en capitaux propres.

1.2.22 Charges de personnel

Les charges de personnel intègrent tous les coûts directs ou indirects liés aux salariés.

1.2.23 Autres charges et produits d'exploitation

Les produits ou charges inhabituels, anormaux et peu fréquents et de montant individuel particulièrement significatif sont présentés sur cette ligne distincte du compte de résultat afin de faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante du groupe.

1.2.24 Autres charges et produits financiers

Cette ligne intègre principalement les pertes ou profits sur actifs financiers de transaction.

1.2.25 Impôts

L'impôt sur les résultats (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt à payer au titre de chaque exercice et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt sur les résultats est comptabilisé en résultat. Toutefois, s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, il est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs du bilan consolidé. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporaires.

1.2.26 Modalités de calcul des résultats par action

Le bénéfice par action "basique" est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré, déduction faite des actions d'autocontrôle.

1.2.27 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique).

Les activités du groupe Petit Forestier se déclinent suivant trois secteurs principaux, la location de véhicules, la location de meubles frigorifiques et la carrosserie.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE

La société PETIT FORESTIER a signé le 25 avril 2006, un protocole d'accord en vue de l'acquisition de la totalité du capital social :
 — de la société PRO SYSTEM GROUP et de ses deux filiales CHRONOCOLD SERVICE et DISTRICOLD.
 — de la société LUCIMMO qui porte l'actif immobilier du siège social de PRO SYSTEM GROUP.

Implanté à Servon (Seine et Marne), PRO SYSTEM GROUP est le leader européen de la location de meubles frigorifiques auprès de la grande distribution et des industriels de l'agro-alimentaire. Les meubles frigorifiques sont des équipements qui permettent la conservation et la promotion des aliments frais et surgelés sur le lieu de vente.

PRO SYSTEM GROUP a réalisé, pour son dernier exercice clos le 31 août 2005, un chiffre d'affaires de 19 442 K€ pour un résultat net de 989 K€.

La réitération de l'acquisition a eu lieu au 31 mai 2006.

De même, PETIT FORESTIER UK a signé le 28 février 2006, un protocole d'accord pour l'acquisition de la totalité du capital social de ROCKFIELD UNION LIMITED.

Loueur de véhicules implanté à Liverpool au Royaume-Uni, ROCKFIELD UNION LIMITED exploite une flotte de 550 véhicules dont 93 % de véhicules frigorifiques. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2005, cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 5 512 KGBP pour un résultat, avant impôt, de 671 KGBP.

La réitération de l'acquisition a eu lieu au 27 juin 2006. Cette société ne sera consolidée dans les comptes de PETIT FORESTIER qu'à partir du 1er juillet 2006.

La société PETIT FORESTIER SUISSE créée fin 2005 est opérationnelle depuis février 2006.

La société PETIT FORESTIER PORTUGAL créée début 2006 est opérationnelle depuis juin 2006.

Le groupe PETIT FORESTIER s'est porté acquéreur le 10 avril 2006 de la totalité des parts sociales de la S.C.I. PRIVILEGE FINANCE renommée S.C.I. du POTAMOCHERE. Cette société est propriétaire d'un ensemble immobilier à Emerainville, formant l'agence STRICHER de Marne-la-Vallée et d'un terrain constructible à Lieusaint.

3. FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2006

Aucun fait postérieur au 30 juin 2006 n'est à signaler.

4. NOTES AUX ETATS FINANCIERS

4.1 Périmètre de consolidation

Nombre de sociétés au 30/06/2005	67
Créations	2
Acquisitions	1
Fusions / scissions	0
Nombre de sociétés au 31/12/2005	70
Créations	1
Acquisitions	5
Fusions / scissions	0
Nombre de sociétés au 30/06/2006 (*)	76

(*) dont 43 sociétés à vocation immobilière (SCI,...)

PETIT FORESTIER a constitué une nouvelle filiale, PETIT FORESTIER PORTUGAL, et intégré trois sociétés en France (PRO SYSTEM GROUP, CHRONOCOLD SERVICE, DISTRICOLD). PETIT FORESTIER a également acquis deux sociétés à vocation immobilière la S.C.I. PRIVILEGE FINANCE, renommée S.C.I. DU POTAMOCHERE et la SARL LUCIMMO.

SOCIETES	FORME JURIDIQUE	N° SIREN	% de CONTROLE	% D'INTERET
PETIT FORESTIER	SA	384 081 113	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER LOCATION	SAS	300 571 049	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER SERVICES	SAS	478 784 218	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER CONTAINER	SARL	350 999 355	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER INTERNATIONAL	SA	B 63 976	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER BELGIQUE	SPRL	BE 630 276	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER LUXEMBOURG	SARL	B 54 795	99,60 %	99,60 %
PETIT FORESTIER NEDERLAND	BV	8081 57 826 V01	100,00 %	100,00 %

PETIT FORESTIER ESPAÑA	SL	B62102884	99,98 %	99,98 %
PETIT FORESTIER POLSKA	Sp. z.o.o	017 177 337	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER SUISSE	SA	CH-550-1045825-8	100,00 %	100,00 %
PETIT FORESTIER PORTUGAL *	S. Unipessoal	507619757	100,00 %	100,00 %
3 TREES HOLDING	Limited	4131403	80,00 %	80,00 %
PETIT FORESTIER UK	Limited	1775955	80,00 %	80,00 %
ELITE CONTRACT HIRE	Limited	2609639	80,00 %	80,00 %
COUNTRYSIDE HIRE	Limited	998509	80,00 %	80,00 %
GAYLOR CREASEY	Limited	937003	80,00 %	80,00 %
STRICHER	SAS	775 741 440	100,00 %	100,00 %
STRICHER FRANCE	SARL	444 465 652	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-EST	SARL	444 465 314	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-NORD	SAS	331 904 615	100,00 %	100,00 %
STRICHER PARIS-SUD	SAS	970 204 400	99,97 %	99,97 %
RUNGIS AUTOMOBILES	SAS	582 001 020	100,00 %	100,00 %
FRIGOCCASION	SAS	350 811 444	100,00 %	100,00 %
COLD LINE	SARL	484 871 140	100,00 %	100,00 %
LECAPITAINE	SAS	905 880 134	100,00 %	100,00 %
LECAPITAINE UK	Limited	05345539	100,00 %	100,00 %
ISOCONSTRUCTEUR	SARL	399 330 232	100,00 %	100,00 %
RELEC FROID	SARL	964 253 991	100,00 %	100,00 %
FRIGODRIVER	SARL	429 975 154	100,00 %	100,00 %
PRO SYSTEM GROUP *	SAS	382 986 438	100,00 %	100,00 %
CHRONOCOLD SERVICE *	SAS	423 281 369	100,00 %	100,00 %
DISTRICOLD *	SARL	433 596 723	100,00 %	100,00 %
LUCIMMO *	SARL	420 072 092	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU PETIT BOIS	SCI	339 187 031	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA VERTONNE	SCI	347 782 393	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU DAGUET	SCI	381 333 962	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DES DEUX MERS	SCI	351 310 271	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ETANG	SCI	401 680 624	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU MOUFLON	SCI	408 266 512	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU BROCARD	SCI	408 226 645	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ISARD	SCI	408 226 439	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU CERF	SCI	410 294 102	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA CHEVRETTE	SCI	410 493 985	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA BECASSE	SCI	419 983 192	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU RENARD	SCI	408 226 553	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU DAIM	SCI	419 982 954	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU SANGLIER	SCI	419 983 069	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU KEFIR	SCI	399 390 699	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA PICARDIE	SCI	419 983 069	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU MARCASSIN	SCI	429 355 159	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA LAIE	SCI	429 355 274	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU COLVERT	SCI	423 485 705	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU FAON	SCI	423 486 042	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA BICHE	SCI	429 355 050	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA PANTHERE	SCI	433 268 653	100,00 %	100,00 %

S.C.I. DU BUFFLE	SCI	433 268 463	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU LION	SCI	433 268 604	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'IMPALA	SCI	408 491 306	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU ZEBRE	SCI	450 832 761	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU PHACOCHERE	SCI	450 831 722	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ELEPHANT	SCI	450 832 795	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU CROCODILE	SCI	452 112 576	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE LA HYENE	SCI	452 113 442	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'OURS	SCI	452 113 525	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU RHINO	SCI	481 192 755	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU BUBALE	SCI	481 192 573	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU GUIB	SCI	481 193 704	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU COB	SCI	482 604 170	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU LEOPARD	SCI	483 114 138	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ELAND	SCI	482 604 279	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'ORYX	SCI	482 604 196	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DE L'OUREBI	SCI	482 569 423	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU CEPHALOPHE	SCI	482 566 072	100,00 %	100,00 %
S.C.I. DU POTAMOCHERE *	SCI	481 589 844	100,00 %	100,00 %
LE GNOU	SPRL	0478299080	100,00 %	100,00 %

* Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation durant le premier semestre 2006.

4.2 Ecarts d'acquisition

Valeurs au 30 juin 2005	32 500
Variation de périmètre (acquisition)	6 816
Ecart de conversion	71
Remise sur prix d'achat de titres	
Valeurs au 31 décembre 2005	39 387
Variation de périmètre (acquisition)	13 748
Ecart de conversion	-101
Remise sur prix d'achat de titres	-116
Valeurs au 30 juin 2006	52 919

4.3 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes au 30 juin 2005	12 969
Acquisitions	58
Cessions	-3 975
Variation de périmètre	86
Ecart de conversion	7
Valeurs brutes au 31 décembre 2005	9 145
Acquisitions	340
Cessions	-119
Variation de périmètre	689
Ecart de conversion	-6
Valeurs brutes au 30 juin 2006	10 050

Amortissements au 30 juin 2005	6 862
Dotations	1 568
Reprises	-4 071
Variation de périmètre	12
Ecart de conversion	
Amortissements au 31 décembre 2005	4 371
Dotations	539
Reprises	-119
Variation de périmètre	457
Ecart de conversion	-1
Amortissements au 30 juin 2006	5 248
Valeurs nettes au 30 juin 2006	4 802

4.4 Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel de transport et véhicules en-cours	Meubles frigorifiques	Autres immobilisations corporelles	TOTAUX
Valeurs brutes au 30 juin 2005	20 030	66 557	741 386	0	22 190	850 163
Reclassements	-92	92				
Retraitements	1 254	-2 576	-321		-38	-1 681
Acquisitions	461	847	81 857		3 833	86 998
Cessions	-403	-729	-45 623		-302	-47 057
Variation de périmètre			232		27	259
Ecart de conversion	36	-48	-1 981		-522	-2 515
Valeurs brutes au 31 décembre 2005	21 286	64 143	775 550	0	25 188	886 167
Reclassements						
Retraitements						
Acquisitions	1 537	5 005	123 415	213	253	130 423
Cessions		-55	-38 127	-93	-186	-38 459
Variation de périmètre	1 887	4 018		13 441	2 268	21 614
Ecart de conversion	-12	-4	-1 449		-39	-1 505
Valeurs brutes au 30 juin 2006	24 698	73 107	859 389	13 562	27 485	998 240
Amortissements au 30 juin 2005	8	15 107	342 684	0	11 916	369 715
Reclassements	-1	158	-1		-230	-74
Retraitements	306	-1 719	-224		-77	-1 714
Dotations	59	1 304	48 381		1 523	51 267
Reprises	-57	-122	-35 883		-281	-36 343
Variation de périmètre			41		11	52
Ecart de conversion	9	-306	-733		-756	-1 786
Amortissements au 31 décembre 2005	324	14 422	354 265		12 106	381 117
Reclassements						
Retraitements		8				8
Dotations	40	1 533	49 178	132	1 348	52 232
Reprises		-33	-26 732	-54	-172	-26 991
Variation de périmètre	-3	515		4 239	1 167	5 919

Ecart de conversion		-2	-469		-15	-487
Amortissements au 30 juin 2006	362	16 442	376 242	4 318	14 435	411 798
Provisions au 30 juin 2005			305			305
Retraitements			5			5
Dotations			107			107
Reprises			-121			-121
Variation de périmètre						
Provisions au 31 décembre 2005			296			296
Retraitements						
Dotations			112			112
Reprises			-48	-1		-49
Variation de périmètre				37		37
Provisions au 30 juin 2006			360	37		396
Valeurs nettes au 30 juin 2006	24 336	56 665	482 787	9 207	13 050	586 046

4.5 Créances

Toutes les créances recouvrables ont une échéance inférieure à 1 an, à l'exception des dépôts de garantie au titre de contrats de location (notamment immobilière), dont l'échéance coïncide généralement avec celle du contrat.

4.6 Trésorerie nette

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 979	26 717	4 995
Concours bancaires	-17 310	-8 424	-18 278
Trésorerie nette	-1 331	18 293	-13 283

La trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie est constituée de la trésorerie et équivalents de trésorerie, diminuée des découverts bancaires qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie.

4.7 Titres d'autocontrôle

Au 30 juin 2006, le groupe détenait 10 640 actions d'autocontrôle pour une valeur comptable nette de 261K€.

Durant le 1er semestre 2006, le groupe a cédé 1 650 actions pour 26K€, cessions qui ont générées une moins-value de 14K€ imputée en diminution des réserves consolidées.

4.8 Dettes liées aux rachats de minoritaires et compléments de prix

Comme indiqué en note 1.2.19, le groupe a conclu un accord avec un actionnaire minoritaire d'une filiale consolidée, par lequel il lui consent:

- un complément de prix (bonus – malus sur des paiements décalés)
- des options d'achat de sa participation résiduelle dans cette filiale.

4.9 Dette financière nette

	Montant au 30-juin-06	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	467 550	150 479	302 725	14 346
Emprunts liés au crédit-bail	12 742	1 540	5 339	5 863
Autres dettes financières	22 096	-	22 096	-
Emprunts et dettes financières	502 388	152 019	330 160	20 209
Intérêts courus, à payer	1 348	1 348	-	-
Concours bancaires	17 310	17 310	-	-
Total des dettes financières	521 046	170 677	330 160	20 209
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-15 979	-15 979	-	-
Dette financière nette	505 067	154 698	330 160	20 209

	Montant au 31-déc-05	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	381 431	125 119	248 715	7 597
Emprunts liés au crédit-bail	10 993	1 203	3 317	6 473
Autres dettes financières	21 207	-	21 207	-
Emprunts et dettes financières	413 631	126 322	273 239	14 070
Intérêts courus, à payer	814	814	-	-
Concours bancaires	8 424	8 424	-	-
Total des dettes financières	422 869	135 560	273 239	14 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-26 717	-26 717	-	-
Dettes financières nettes	396 152	108 843	273 239	14 070

	Montant au 30-juin-05	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	343 518	114 762	221 911	6 845
Emprunts liés au crédit-bail	11 560	1 054	3 597	6 909
Autres dettes financières	23 238	1 859	21 379	-
Emprunts et dettes financières	378 316	117 675	246 887	13 754
Intérêts courus, à payer	772	772	-	-
Concours bancaires	18 278	18 278	-	-
Total des dettes financières	397 366	136 725	246 887	13 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-4 995	-4 995	-	-
Dettes financières nettes	392 371	131 730	246 887	13 754

Certains emprunts bancaires font l'objet de clauses de « Covenants » financiers, qui prévoient le respect de certains ratios financiers. Il est à noter que ces ratios étaient définis par rapport à des comptes établis en normes comptables françaises et qu'ils font l'objet, en accord avec les banques concernées, d'une mise à jour pour tenir compte des principes comptables IFRS.

4.10 Instruments financiers

Comme indiqué en note 1.2.7, le groupe souscrit auprès d'établissements financiers des caps et des collars, afin de couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêts.

La valorisation de ces instruments financiers était de 3 065K€ au 30 juin 2006, dont 3 044K€ de valeur intrinsèque et 21K€ de valeur temps.

La variation de valorisation, comparée au 31 décembre 2005 est de + 1 498K€ imputée pour - 119K€ au compte de résultat, 1 060K€ sur les capitaux propres et 557K€ en provisions pour impôts différés. Ces sommes incluent la rectification au titre du 31 décembre 2005 du fait d'une erreur d'une banque pour 890K€ en capitaux propres et 244K€ en impôts différés, soit un impact global de 646K€ imputé en variation des capitaux propres.

4.11 Provisions

Provisions et dépréciations au 30-juin-06	A-nouveau	Retraitement s*	Dotations	Reprises**	Solde
Dépréciations sur véhicules	296		112	48	360
Dépréciations sur meubles frigorifiques		37		1	36
Dépréciations sur immobilisations financières	81				81
Dépréciations sur stocks	128	-71	12	2	67
Dépréciations sur créances douteuses	6 782	55	796	933	6 701
Dépréciations sur autres créances	403	118	81	278	324
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	1 409	77	116	51	1 551
Autres provisions pour risques et charges	97	48	41	6	180
Total	9 196	264	1 158	1 318	9 300

* les montants correspondent pour l'essentiel à des variations de périmètre.

** les montants correspondent pour l'essentiel à l'utilisation de provisions.

Les indemnités de départ à la retraite, dès lors qu'elles nécessitent la constitution d'une provision, ont pour hypothèses un âge de départ en retraite de 65 ans, une évolution annuelle des salaires de 2 à 3 % selon les sociétés, un taux de charges sociales de 42% et un taux d'actualisation compris entre 4,00 et 4,05%. Ces différences résultent des profils des sociétés.

Provisions affectées au compte de résultat	30-juin-06		31-déc-05		30-juin-05	
	Dotations	Reprises	Dotations	Reprises	Dotations	Reprises
Autres produits de l'activité	15	2				230
Achats consommés		6			23	39
Impôts et taxes	111	49				
Dotations aux provisions	1 032	329	4 353	880	1 409	22
Autres produits et charges d'exploitation		933		1 905	313	532
Autres produits et charges financiers			3			
Total	1 158	1 318	4 356	2 785	1 745	823

4.12 Impôts différés

ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Divers retraitements	1 960	190	-
Total	1 960	190	-
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Amortissements dérogatoires sur véhicules	39 981	38 642	37 321
Juste valeur des immeubles	2 941	2 104	2 611
Décalages temporaires	2 716	2 278	1 670
Regroupements d'entreprises	1 789	1 883	940
Amortissements dérogatoires sur autres biens	2 175	1 219	244
Autres retraitements	2 237	-160	-642
Total	51 839	45 966	42 144

4.13 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions

Le groupe a mis en oeuvre au profit de ses collaborateurs deux plans d'options d'achat d'actions.

Ces plans, une fois exercés, sont réglés en actions et sont donc comptabilisés comme indiqué en note 1.2.20.

Comme indiqué en note 1.2.21, le groupe a opté pour l'application de la norme IFRS 2 aux seuls instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 30 juin 2006 et qui sont récapitulés ci-après :

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Charges liées aux plans d'acquisition d'actions	-7	11	5
Total	-7	11	5

4.14 Autres produits d'activité

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Plus et moins values de cession d'immobilisations	993	-979	-352
Indemnités d'assurances	1 860	2 973	1 270
Subvention d'exploitation	111	204	48
Divers	341	2 500	1 011
Total	3 305	4 698	1 977

Les moins-values de cession se rapportent à la sortie des immobilisations des véhicules accidentés.

4.15 Information sectorielle

Toutes les activités du groupe présentent les mêmes caractéristiques, sont complémentaires et fonctionnent selon le même modèle économique.

4.15.1 Chiffre d'affaires par zone géographique

	30-juin-06	30-juin-06 Périmètre constant	31-déc-05	30-juin-05
France	118 466	116 130	223 164	108 028
Benelux	5 009	5 009	8 267	3 713
Espagne	3 433	3 433	5 934	2 718
Royaume-Uni	33 102	33 102	63 609	30 045
Pologne	1 559	0	1 053	0
Suisse	71	0	0	0
Portugal	0	0	0	0
Total	161 639	157 674	302 027	144 504

4.15.2 Compte de résultat simplifié par secteur d'activités

— ACTIVITE LOCATION DE VEHICULES

	30-juin-06	30-juin-06 Périmètre constant	31-déc-05	30-juin-05
Chiffre d'affaires	151 296	149 858	283 790	134 559
Résultat opérationnel courant	17 477	17 293	31 389	14 434
Coût de l'endettement financier net	-6 904	-7 166	-11 652	-5 851
Résultat courant avant impôts	10 573	10 127	20 066	8 593
Résultat net	6 818	6 796	13 389	5 325

— ACTIVITE LOCATION DE MEUBLES FRIGORIFIQUES

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Chiffre d'affaires	2 336	-	-
Résultat opérationnel courant	572	-	-
Coût de l'endettement financier net	-38	-	-
Résultat courant avant impôts	534	-	-
Résultat net	352	-	-

— ACTIVITE CARROSSERIE

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Chiffre d'affaires	8 007	18 237	9 945
Résultat opérationnel courant	714	1 625	615
Coût de l'endettement financier net	-323	-366	-212
Résultat courant avant impôts	391	359	404
Résultat net	268	82	562

4.15.3 Bilan résumé

	30-juin-06				31-déc-05		
	Groupe	Activité location de véhicules	Activité location de meubles	Activité carrosserie	Groupe	Activité location de véhicules	Activité carrosserie

Immobilisations corporelles	586 046	557 885	13 820	14 341	504 754	490 492	14 262
Autres actifs non courants	68 851	68 500	307	45	51 983	51 929	54
ACTIFS NON COURANTS	654 897	626 385	14 127	14 386	556 737	542 421	14 316
Créances clients	92 487	86 112	2 032	4 343	103 533	87 425	16 108
Autres actifs courants	62 085	42 354	8 944	10 787	61 985	60 979	1 006
ACTIFS COURANTS	154 572	128 467	10 976	15 130	165 518	148 404	17 114
ACTIF	809 469	754 851	25 102	29 516	722 255	690 825	31 430
CAPITAUX PROPRES	125 198	123 426	352	1 421	120 771	119 546	1 225
Emprunts et dettes financières à LT	350 369	330 784	9 379	10 207	287 309	279 896	7 413
Autres passifs non courants	53 570	50 635	1 554	1 381	46 971	46 145	826
PASSIFS NON COURANTS	403 940	381 419	10 933	11 588	334 280	326 041	8 239
Emprunts et dettes financières à CT	170 676	166 187	2 924	1 566	135 560	133 972	1 588
Dettes fournisseurs	83 944	72 167	2 659	9 118	94 975	85 908	9 067
Autres passifs courants	25 711	11 652	8 235	5 823	36 669	25 358	11 311
PASSIFS COURANTS	280 331	250 006	13 818	16 507	267 204	245 238	21 966
PASSIF	809 469	754 851	25 102	29 516	722 255	690 825	31 430

4.16 Résultat financier

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	37	-22	10
Coût de l'endettement financier brut	-7 732	-11 997	-6 803
Coût de l'endettement financier net	-7 695	-12 018	-6 793
Autres produits et charges financiers	430	280	740
Résultat financier	-7 266	-11 738	-6 053

4.17 Impôt sur les bénéfices

Ventilation entre l'impôt exigible et l'impôt différé :

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Impôt exigible	2 406	3 957	1 737
Impôt différé	1 655	2 997	1 373
Total	4 061	6 954	3 109

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt totale comptabilisée :

	30-juin-06	31-déc-05	30-juin-05
Résultat consolidé avant impôt	11 498	20 425	8 996
Taux d'impôt (France)	34,43%	34,93%	34,95%
Impôt théorique	3 959	7 134	3 144
- Impact des différences de taux d'imposition dans d'autres pays que celui de l'entreprise consolidante	9	-39	-93
- Impact des actifs d'impôt différé		-346	
- Impact de la diminution de la contribution	-12	114	-12
- Impact des charges définitivement non déductibles	117	165	45

- Autres impacts	-12		25
- Reprise sur IDA liés au regroupement d'entreprises			
- Crédit d'impôt		-74	
Impôt comptabilisé	4 061	6 954	3 109
Résultat après impôt	7 437	13 471	5 887
Taux effectif	35,32%	34,05%	34,56%

4.18 Résultat net part du groupe par action (hors actions d'autocontrôle)

	Résultat net (en K€)	Nombre d'actions	Résultat par action de base (en €)	Résultat par action dilué (en €)
Premier semestre 2006	7 437	4 983 224	1,49	1,49
Premier semestre 2005	5 877	4 816 574	1,22	1,22
Année 2005	13 471	4 981 574	2,70	2,70

Le nombre d'actions de base correspond au nombre de titres émis sous déduction des actions d'autocontrôle.

4.19 Engagements hors bilan

	30-juin-06	31-déc-05
Engagements donnés		
Nantissements titres	25 659	4 157
Hypothèques ou privilèges de prêteurs de deniers	17 903	16 620
Cautions délivrées pour les filiales du groupe	158 571	103 099
Gages sur véhicules	-	-
Engagements reçus		
Cautions bancaires reçues en couverture de garanties de passif	2 400	28

Les titres nantis résultent de financements sur des opérations de croissance externe. Les hypothèques et privilèges de deniers ont été conférés à des banques dans le cadre du financement d'actifs immobiliers. Les cautions délivrées par PETIT FORESTIER ou PETIT FORESTIER LOCATION garantissent des emprunts souscrits par les sociétés du groupe pour l'acquisition de véhicules et des opérations immobilières. Les cautions bancaires reçues en couverture de garantie de passif sont à rapprocher des opérations de croissance externe.

4.20 Effectifs

Effectifs	30-juin-06			31-déc-05			30-juin-05		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Location de véhicules	1 074	389	1 463	1 051	347	1 398	1 020	308	1 328
Location de meubles	156	-	156	-	-	-	-	-	-
Carrosserie	527	-	527	468	-	468	507	-	507
Groupe	1 757	389	2 146	1 519	347	1 866	1 527	308	1 835

VI -ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2006 pour la période du 1er janvier au 30 juin 2006 (Période de 6 mois).

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société PETIT FORESTIER, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à

un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 23 novembre 2006.

Les Commissaires aux Comptes :

Expertises & Services :

Philippe SÉNÉCHAL ;

A.A.C.E Ile de France :

Michel RIGUELLE.

0617597